

**Convention collective**

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Midi-Pyrénées)  
(1<sup>er</sup> décembre 1982)**

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,  
*Journal officiel* du 30 mars 1983)

---

**AVENANT N° 73 DU 10 SEPTEMBRE 2012**

NOR : AGRS1397016M

IDCC : 8731

**PRÉAMBULE**

Les parties ont convenu de modifier les dispositions de l'article 56 *bis* de la convention collective du 1<sup>er</sup> décembre 1982 :

- concernant l'assiette des cotisations, afin de l'aligner sur l'assiette des prestations incapacité temporaire de travail et invalidité ;
- de supprimer la cotisation concernant la reprise de passif.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cotisations*

Les dispositions du paragraphe relatif aux cotisations sont remplacées comme suit :

« 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du dispositif conventionnel sur la base des rémunérations brutes, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, versées aux salariés concernés, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

**2. Répartition des taux**

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,01 %, à raison de 0,65 % pour les employeurs et 0,36 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture, d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie et, d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail au titre de la mensualisation, est à la charge exclusive de l'employeur.

### 3. Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Décès	0,19	0,02	0,21
Maintien de salaire	0,40	–	0,40
Relais maintien de salaire	–	0,24	0,24
Invalidité	0,06	0,10	0,16
Total	0,65	0,36	1,01

#### Article 2

*Entrée en vigueur*

Le présent avenant prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de son arrêté d'extension.

#### Article 3

*Dépôt et extension*

Le présent avenant est établi en un nombre d'exemplaires suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander sans délai l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 10 septembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UR des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

UR des entrepreneurs des territoires de Midi-Pyrénées.

#### **Syndicats de salariés :**

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT.